

LIVES Impact



© Bogdan Vacarciuc | Adobe Stock

Sortir de la précarité ? Trajectoires de citoyen·ne·s d'Europe de l'Est et centrale vivant en Suisse

SABRINA RODUIT, Chercheuse, Institut de recherches sociologiques, Université de Genève, sabrina.rodut@unige.ch

ZSOLT TEMESVÁRY, Maître de conférences, Fachhochschule Nordwestschweiz, zsolt.temesvary@fhnw.ch

MATTHIAS DRILLING, Chef de l'Institut de planification sociale, de changement organisationnel et de développement urbain, Fachhochschule Nordwestschweiz, matthias.drilling@fhnw.ch

Malgré une augmentation de la migration de personnes originaires d'Europe de l'Est et centrale depuis l'entrée en vigueur progressive d'un régime de libre circulation des personnes avec l'Union Européenne (UE) dans les années 2000 (Scholten & Van Ostaijen, 2018), peu de recherches documentent les trajectoires des personnes de cette région vivant en situation de très grande précarité en Suisse. Pourtant, un quart des personnes sans-abri sont originaires d'Europe de l'Est (Dittmann et al., 2022). Elles cumulent des facteurs de vulnérabilité, comme la difficulté à trouver un emploi en Suisse, un faible niveau d'éducation, et des discriminations basées sur l'ethnicité (Drilling et al., 2021; Martin & Bertho, 2020). La recherche conduite de 2021 à 2023 à la Fachhochschule Nordwestschweiz avec le soutien financier du pôle de recherche national LIVES visait à combler ce vide, en identifiant les vulnérabilités et ressources des personnes précaires d'Europe de l'Est en Suisse, dans les domaines du travail, du logement, de la santé et des relations sociales ▶

(pour le rapport complet, voir Temesvary et al., 2023). Nous avons pris comme cadre théorique le concept de destitution, défini comme un processus d'accumulation de vulnérabilités, marqué par un contexte systémique d'absence de droits sociaux, d'exclusion des systèmes de protection sociale, et un accès restreint aux services. L'objectif était de comprendre les trajectoires de personnes en situation de destitution, et les facteurs qui permettaient ou empêchaient d'en sortir. Cette recherche a été conduite dans les villes de Zurich et Genève, particulièrement attractives sur le plan économique et marquées par une présence importante de personnes sans statut légal (estimées à 28'000 pour Zurich et 13'000 pour Genève, selon Morlok et al., 2015).

L'étude s'appuie sur trois types de données :

- des entretiens biographiques avec calendrier de vie (Morselli & Berchtold 2023), conduits auprès de citoyen·nes d'Europe de l'Est et centrale en situation de précarité (n=38) ;
- une enquête par questionnaire mesurant la vulnérabilité multidimensionnelle auprès de cette population (n=126) ;
- des entretiens informatifs avec des professionnel·les dans le champ du social (n=16).

Des personnes jeunes, mobiles, sans statut légal, principalement venues de Roumanie

La grande majorité (63%) des participant·es à l'étude sont de nationalité roumaine (fig.1).

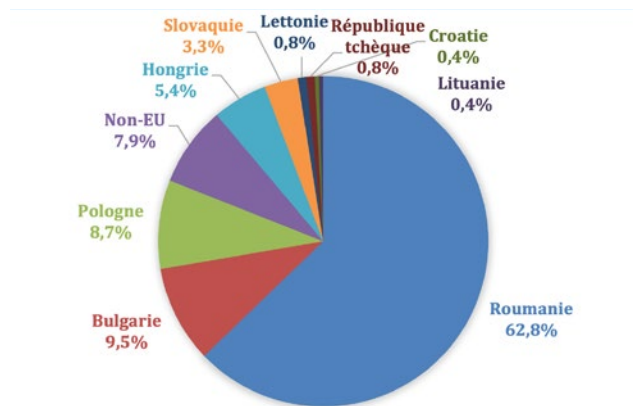


Fig. 1 : Pays d'origine de l'ensemble des participant·es (n=164)

Huit personnes sur dix n'ont pas étudié au-delà de l'école obligatoire. La communauté rom est particulièrement représentée (deux participant·es sur trois). Quatre personnes sur cinq (82%) n'ont pas de statut légal en Suisse, et autant n'ont pas d'assurance-maladie. Plus de la moitié (58%) sont célibataires. La plupart viennent en Suisse depuis plusieurs années, principalement à la recherche d'un emploi pour subvenir aux besoins de leur famille et améliorer leurs conditions de vie. Très mobiles, une majorité de participant·es réalisent des allers et retours avec leur pays d'origine sur des périodes de quelques mois

(migration circulaire, cf. Triandafyllidou, 2013). Comparativement à la population sans-abri vivant en Suisse, les participant·es sont plus jeunes (85% ont entre 18 et 45 ans) et les femmes plus nombreuses (30% des répondant·es), en particulier à Genève où viennent également des familles.

En tant que citoyen·nes de l'UE, ces personnes sont autorisées à entrer librement et séjourner pendant trois mois en Suisse. Passé ce délai, elles doivent demander un permis. Or, sans contrat de travail ou de logement, la demande est rejetée. La plupart des services sociaux et médicaux deviennent alors inaccessibles ou très limités, conduisant à des situations de destitution.

Des vulnérabilités multiples, la question de l'emploi au centre

Les répondant·es perçoivent l'accès à l'emploi comme un problème majeur ; viennent ensuite :

- le logement
- l'accès aux soins
- les possibilités d'intégration (fig. 2).

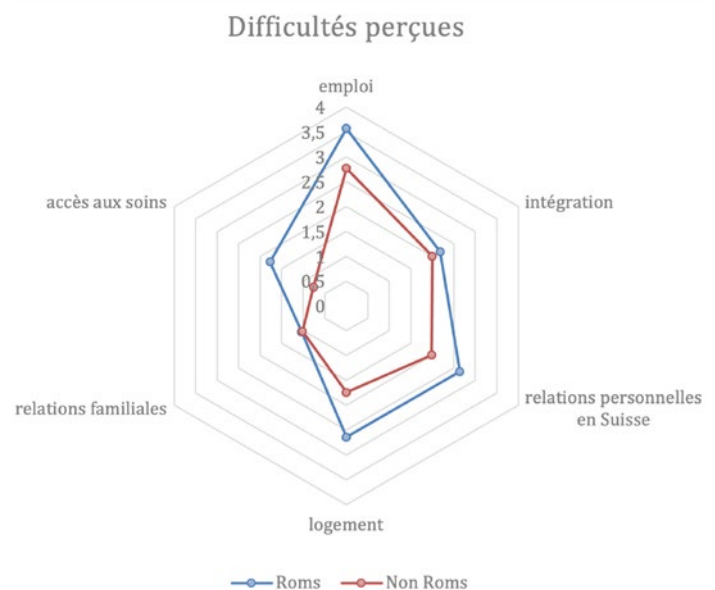


Fig. 2 : Perception des difficultés vécues par les répondant·es dans différents domaines (0 = pas un problème, 4 = problème majeur)

Les membres de la communauté Rom rapportent des difficultés significativement plus élevées que les autres participant·es concernant l'accès au logement, à l'emploi, et la qualité des relations sociales en Suisse¹. Ces personnes font également davantage l'expérience de mesures répressives et de discriminations (Battaglini & Hasdeu, 2017; Martin & Bertho, 2020). Des différences significatives émergent ➔

1 Comparaison de moyennes par ANOVA : logement p=0,002 ; emploi p=0,009 ; relations p=0,048

entre les villes² : trouver un logement et accéder aux soins est plus difficile à Zurich qu'à Genève, les politiques cantonales migratoires étant plus restrictives (Roduit et al., 2022).

Des emplois précaires dans l'économie informelle, et la mendicité en toile de fond

Confronté·es à de mauvaises conditions socioéconomiques et à de bas salaires dans leur pays d'origine, les participant·es à l'étude migrent en premier lieu pour trouver un emploi en Suisse ; la Roumanie et la Bulgarie sont en effet les pays les plus pauvres d'Europe (Hugrée et al., 2017). L'espoir de conditions meilleures en Suisse est cependant rapidement déçu. Les personnes qui ont un niveau d'éducation très bas, ou celles qui ne peuvent valoriser leur diplôme, ne travaillent que dans des secteurs d'activité peu qualifiés ou sur le marché informel. Elles n'obtiennent que très rarement un emploi déclaré, les employeur·es refusant de faire les démarches nécessaires. Cette pratique participe à maintenir les personnes non déclarées dans une situation de dépendance, de bas salaires, et de précarité (Amarelle, 2010). Des logiques genrées s'observent : les femmes sont plus souvent actives dans l'économie domestique, parfois logées chez leurs employeur·es dans des conditions d'insécurité, de dépendance, voire d'abus ; les hommes ont des contrats courts dans le bâtiment et l'agriculture. La mendicité ou le travail du sexe, rarement déclaré, sont des moyens de subsistance courants.

La fabrique du sans-abrisme

Les entretiens biographiques révèlent que les répondant·es vivaient rarement sans logement dans leur pays d'origine (un tiers ont encore un logement là-bas). C'est à leur arrivée en Suisse qu'ils et elles se retrouvent en situation de précarité résidentielle (fig. 3). Les difficultés liées à l'emploi et l'absence de permis de séjour créent un cercle vicieux empêchant de se loger décentement.

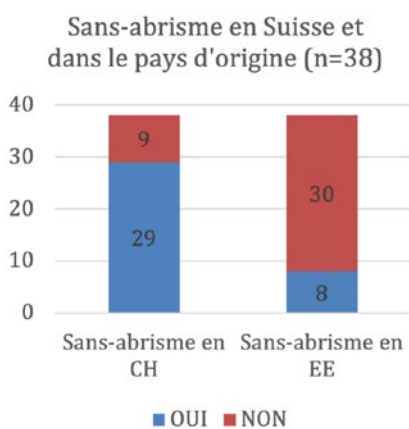


Fig. 3 : Situation de sans-abrisme en Suisse, par rapport au pays d'origine

2 Logement p=0,001; accès aux soins p=0,029

Sur 38 personnes interrogées, quatorze dorment à la rue ou en hébergement d'urgence à Genève (n=18), et onze à Zurich (n=20). Une différence de politique s'observe : à Zurich, il est pratiquement impossible d'être logé en hébergement d'urgence plus de quinze jours. Genève a développé davantage d'offres, mais les structures sont souvent débordées et peu adaptées au logement à moyen terme. A Genève, 10% des répondant·es au questionnaire dorment en France, à quelques pas de la frontière.

Détérioration, enlèvement ou sortie par le haut : trois types de trajectoires

L'analyse des situations professionnelles, résidentielles et relationnelles dans une perspective longitudinale permet d'identifier trois types de trajectoires :

1. Détérioration de la situation suite à l'arrivée en Suisse : c'est le cas de la majorité des répondant·es, les personnes qui exerçaient un emploi qualifié dans leur pays d'origine sont particulièrement concernées ;
2. Enlèvement dans la précarité : c'est le cas surtout des personnes Roms, dont les conditions de vie avant la migration étaient déjà très rudes ;
3. Sortie de la destitution: après l'obtention d'un emploi stable, d'un permis de séjour et d'un logement, les conditions de vie d'une minorité de personnes se sont améliorées. Cela concerne avant tout des jeunes femmes souhaitant rester vivre en Suisse et ayant obtenu du soutien pour leur insertion.

Quatre principaux facteurs ont influencé ces trajectoires :

1. les transitions dans le parcours professionnel - perte ou acquisition d'un emploi stable ;
2. un changement de statut légal - rester sans droits sur le territoire ou obtenir un titre de séjour ;
3. la santé - en l'absence d'assurance-maladie et d'une prise en charge adéquate, les problèmes de santé physique ou mentale affectent durablement la trajectoire ;
4. les relations sociales - un accompagnement bienveillant et sur le long terme par des professionnel·les du secteur social ou associatif a pu être déterminant pour une insertion réussie.

Si une détérioration ou un enlèvement de la situation après la migration en Suisse s'observe dans la majorité des cas étudiés, de véritables politiques de soutien, adaptées aux aspirations des personnes, permettent parfois une sortie de la destitution. Cette recherche illustre la complexité des situations et les multiples besoins des personnes d'Europe de l'Est venues en Suisse. Des réponses politiques appropriées et non discriminatoires, avec une coordination efficace dans le champ du social, se révèlent nécessaires pour améliorer l'inclusion des personnes issues de ce type de migration.

Références

- Amarelle, C.** (2010). Les migrations économiques sans statut légal : L'environnement normatif des « sans-papiers ». In C. Amarelle & M. S. Nguyen (Éds.), *Migrations et économie : L'accès des étrangers à la vie économique : Les normes et leur application* (p. 125-180). Berne: Stämpfli.
- Battaglini, M., & Hasdeu, I.** (2017). "Village-making in the city": Communities of Roma migrants and anti-Gypsyism in Geneva. *Anuac*, 6(1). <https://doi.org/10.7340/anuac2239-625X-2930>
- Dittmann, J., Dietrich, S., Stroezel, H., Drilling, M., Young, C., & Roduit, S.** (2022). Ausmass, Profil und Erklärungen der Obdachlosigkeit in 8 der grössten Städte der Schweiz. *LIVES Working Paper*. <https://doi.org/10.12682/LIVES.2296-1658.2022.93>
- Drilling, M., Mühlethaler, E., Iyadurai, G., & Dittmann, J.** (2021). Homelessness Research and Policy in Switzerland – A First Country Report Embedded in the UN and European Framework. *European Journal of Homelessness*, 15(1), 183-210.
- Hugrée, C., Penissat, É., & Spire, A.** (2017). *Les classes sociales en Europe : Tableau des nouvelles inégalités sur le vieux continent*. Marseille: Agone.
- Martin, H., & Bertho, B.** (2020). Crimes et châtements dans la modernité tardive. *Politiques urbaines du sans-abrisme. Sciences & Actions Sociales*, 13(1), 53-81. <https://doi.org/10.3917/sas.013.0053>
- Morlok, M., Oswald, A., Meier, H., Efonyi-Mäder, D., Ruedin, D., Bader, D., & Wanner, P.** (2015). *Les sans-papiers en Suisse en 2015 [Rapport à l'intention du SEM]*. B.S.S, SFM, Université de Genève. https://www.sem.admin.ch/dam/data/sem/internationales/illegale-migration/sans_papiers/ber-sanspapiers-2015-f.pdf
- Roduit, S., Dittmann, J., Dietrich, S., Drilling, M., & Young, C.** (2022). Etre sans-abri en temps de crise sanitaire face à la variabilité des réponses institutionnelles. In E. Rosenstein & S. Mimouni (Éds.), *COVID-19. Les politiques sociales à l'épreuve de la pandémie*. Zurich/Genève: Seismo Verlag AG. <https://doi.org/10.33058/seismo.20747>
- Scholten, P., & Van Ostaijen, M. (Éds.)**. (2018). *Between Mobility and Migration: The Multi-Level Governance of Intra-European Movement*. Cham: Springer International Publishing. <https://doi.org/10.1007/978-3-319-77991-1>
- Temesvary, Z., Roduit, S., & Drilling, M.** (2023). Routes Into Destitution Vulnerabilities and Resources of Central and Eastern European Migrants in Switzerland. *LIVES Working Paper*. <https://doi.org/10.12682/LIVES.2296-1658.2023.100>
- Triandafyllidou, A. (Éd.)**. (2013). *Circular Migration between Europe and its Neighbourhood: Choice or Necessity?* Oxford: Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780199674510.001.0001>